

Sub-RésEAU Afrique - Voyage d'apprentissage

Résumé de la e-discussion de Sub-RésEAU Afrique sur le thème " Ne laisser personne de côté ", 6-10 mai 2019

Préparé par Daya Moser et Agnès Montangero (Backstopper SDC Global Program Water), 15 mai 2019 ; traduit par [DeepL](#) translator

Introduction

L'objectif de cette e-discussion organisée par le Sous-réseau Afrique de la DDC sur le thème " **Ne laisser personne de côté - approches prometteuses** " était de stimuler un premier échange entre les participants aux prochaines Journées régionales des équipes de l'eau à Niamey (27-29 mai 2019) et d'apprendre les uns des autres comment atteindre que personne ne soit oublié, par exemple, pour partager les expériences et les approches et les exemples prometteurs liés au thème de ne laisser personne de côté.

La discussion électronique s'est déroulée pendant une semaine, du 6 au 10 mai 2019. 5 personnes ont contribué des expériences de 5 pays. Vous pouvez consulter toutes les contributions originales [ici](#) en rejoignant la communauté en ligne de SubRésEAU Africa.

Conceptualiser la notion de « Ne laisser personne de côté

Ne laisser personne de côté est un objectif récurrent et primordial de l'Agenda 2030. L'impératif de l'égalité et de la non-discrimination est au cœur de ses préoccupations. Avec l'adoption de l'Agenda 2030, 193 pays se sont engagés à " ne laisser personne de côté " et à tout mettre en œuvre pour cibler en premier lieu les plus éloignés. Cependant, les tendances montrent des inégalités croissantes tant dans l'accès aux ressources en eau que dans l'accès aux services d'AEPHA. Si les nations du monde continuent simplement à faire comme si de rien n'était, le monde ne parviendra pas à atteindre les objectifs du développement durable. Il est temps de réfléchir à des stratégies et des actions efficaces pour réduire les inégalités, en particulier dans le secteur de l'eau. Le cadre conceptuel du PNUD (2018) a servi de base au débat électronique :



Examinez : Comprendre les inégalités - qui est laissé de côté et pourquoi ; et sur cette base :

Autonomisation : autonomiser ceux qui sont laissés de côté, par exemple l'engagement civique et renforcer leur voix ; et

Mettre en œuvre : Mettre en œuvre des politiques intégrées et équitables en matière de développement durable, y compris des interventions et des budgets.

Au cours de la discussion en ligne, les questions suivantes ont été abordées:

- **Examiner les inégalités** : Quelles approches utilisez-vous pour identifier les plus vulnérables ? Quelles sont vos expériences en matière de conception et d'exploitation de systèmes de suivi (par exemple, systèmes de suivi nationaux ou locaux dirigés par le gouvernement, utilisation de données provenant du public) qui permettent de mieux comprendre pourquoi les gens sont laissés pour compte ?
- **Autonomiser** : Quelles sont les expériences prometteuses en matière d'autonomisation de la société civile, en particulier des femmes et des groupes défavorisés, pour leur permettre de faire usage de leur droit à l'information et de participer de manière significative à la planification et à la prise de décisions concernant, par exemple, l'allocation de fonds (par exemple, le suivi budgétaire) dans le secteur de l'eau ou l'allocation des ressources en eau ?
- **Mettre en œuvre** : Quels sont les exemples de politiques (nationales, locales) dans vos pays qui incluent des mesures spécifiques pour atteindre les plus vulnérables (par exemple, l'établissement de tarifs favorables aux pauvres) ? Quelles sont les méthodes et les outils pour améliorer la participation, la transparence et la responsabilité à tous les niveaux (par ex. communautés, services d'eau, organismes de bassin, gouvernements) ? Quels sont les exemples de financements mixtes / partenariats public-privé / financements commerciaux pour le financement d'initiatives dans vos pays qui garantissent que tous les groupes cibles sont atteints et que personne n'est laissé pour compte ?

Différentes approches et outils pour examiner les inégalités

Les différentes organisations s'efforcent de ne laisser personne de côté et de tendre la main aux personnes difficiles à atteindre et exclues. Mais avant de pouvoir identifier les plus vulnérables, nous devons préciser ce que nous entendons par là : qui sont les groupes vulnérables, exclus et difficiles à atteindre. La définition de l'inclusion de Simavi est que tout le monde peut participer pleinement, sans égard aux différences d'origine ethnique-raciale, de situation financière, de niveau d'éducation, de capacité physique ou mentale, de croyances religieuses ou confessionnelles, de sexe, d'état civil, de situation géographique (rurale/urbaine), d'orientation sexuelle, d'âge ou toute autre situation socioéconomique. En plus de ces critères, Helvetas souligne l'importance de contextualiser l'analyse de vulnérabilité, par exemple en considérant quels sont les groupes les plus touchés par un accès insuffisant aux services eaux, assainissement et hygiène.

Afin d'identifier les inégalités et celles qui sont exclues de l'accès et de l'utilisation des services eaux, assainissement et hygiène, les différentes organisations utilisent des approches et/ou des outils différents :

- Simavi et ses partenaires mènent **des études de base approfondies**, car les systèmes de surveillance nationaux et locaux ne saisissent souvent pas toutes les informations nécessaires. Pour ce faire, les évaluations du genre et de l'inclusion sociale saisissent des informations détaillées sur le genre, la pauvreté, l'âge, les capacités et d'autres dimensions de l'inégalité. Des enquêtes randomisées auprès des ménages ainsi que des discussions de groupes de discussion et des entrevues avec des informateurs clés sont utilisées pour recueillir les renseignements nécessaires.
- **Rendre les personnes concernées aussi responsables que possible** est une autre option proposée, à savoir la municipalité en tant qu'autorité contractante ou la population cible elle-même. Pour un programme WASH rural au Zimbabwe, les **comités eaux, assainissement et hygiène** (WASH en anglais) **de district** (composés de représentants des ministères concernés (agriculture, protection sociale, administration locale, environnement, santé, etc.) ont utilisé les dirigeants locaux, c'est-à-dire les **chefs locaux** pour identifier les plus vulnérables. Ce groupe local de personnes a travaillé avec les villageois pour identifier les personnes les plus vulnérables dans leurs communautés respectives. Dans un deuxième temps, le Ministère de la protection sociale au niveau du district a ensuite validé les personnes/ménages vulnérables identifiés et présenté la liste au comité WASH du district. L'implication des **chefs traditionnels** a également été couronnée de succès au Tchad. Le transfert de la **responsabilité directement à la population cible** repose sur le fait que tout le monde se connaît dans un village. De plus, tous les habitants partagent la même notion de vulnérabilité, même si elle peut différer de la nôtre. Ainsi, si les communautés ont effectivement la possibilité d'identifier elles-mêmes les plus vulnérables, le choix final est généralement bien accepté. Ce faisant, nous devons faire très attention à faire confiance et à nous débarrasser de nos préjugés classiques tels qu'ils sont analphabètes, ils ne comprendront pas, c'est trop compliqué. Si le recours au leadership local semble être un bon point d'entrée, il est important de réfléchir à la manière de limiter les influences politiques et de contribuer à modifier progressivement la perception des rôles des femmes et des hommes dans la société.
- Enfin, Simavi nous rappelle gentiment de commencer par nous-mêmes lorsque nous voulons éliminer les barrières et les inégalités. Pour cela, l'Alliance néerlandaise WASH a développé un outil d'évaluation interne/organisationnel pour évaluer le caractère inclusif de l'organisation ainsi que celui des partenaires locaux (d'exécution). Il nous aide à détecter les angles morts et à mieux comprendre la réalité sur le terrain.

Habiliter et habiliter

Permettre et autonomiser les plus vulnérables en leur assurant une participation significative à la prise de décision et en établissant des mécanismes sûrs et inclusifs pour leur engagement civique. Au Bénin, les autorités communales dirigent la planification sectorielle de l'eau (par exemple en donnant la priorité aux villages) en impliquant les chefs de village et les associations de consommateurs d'eau potable (avec des représentants de chaque village). Par la suite, ils sont également responsables du

suivi de l'exécution des travaux. Ce mécanisme permet d'accroître la participation, la responsabilité et la transparence, tandis que le rôle d'HELVETAS est de veiller à ce que des méthodes participatives soient utilisées et à ce que les groupes minoritaires soient inclus (entre autres).

Promulguer - des politiques, des lois, des réformes, des interventions pour faire face aux facteurs qui laissent les gens de côté

Une expérience sur la façon dont les plus vulnérables peuvent être impliqués avec succès a été partagée. Dans le cadre du programme d'approvisionnement en eau potable en milieu rural au Zimbabwe, les personnes les plus vulnérables ont bénéficié d'un soutien différent afin d'assurer leur accès aux services WASH, par exemple des subventions ciblées, du matériel de travail ou de la main-d'œuvre gratuite offerte par les membres de la communauté pour construire les latrines, des installations de lavage des mains, des casiers à pots, etc.

Perspectives

Les Journées Régionales des Equipes Régionales de l'Eau (RWTD) du Sous-réseau Afrique qui se dérouleront du 27 au 29 mai 2019 seront l'occasion de poursuivre les échanges et d'approfondir la discussion.

Contributeurs à la discussion en ligne

1. Esther de Vreede, Simavi
2. Sharon Murinda, SDC Zimbabwe
3. Jacques Louvat, Helvetas Mali
4. Alice Chabi Guiya, Helvetas Benin
5. Fatimé Abdallah Mahamat, SDC Chad

Un grand merci à tous pour vos contributions !